

DU PATRIOTISME ÉCONOMIQUE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

Des divergences ouvertes se sont faites jour ces derniers temps entre Paris et Berlin, sur la politique industrielle la plus appropriée pour la France, l'Allemagne et l'Europe. Le président de la République Jacques Chirac s'est montré agacé par les reproches provenant du nouveau gouvernement fédéral, comme quoi la France ne cherchait pas à développer une politique industrielle à l'échelle européenne, mais simplement à protéger sa propre économie. Le ministre allemand de l'économie Glos, par exemple, met en garde ses partenaires européens contre le « patriotisme économique » que semble remettre au goût du jour le gouvernement français. Et le président de la République Fédérale, Horst Köhler explique : « Celui qui cherche à affaiblir le marché commun par des mesures protectionnistes finit par se tirer une balle dans le pied ». La politique industrielle française est actuelle systématiquement critiquée dans les médias en Allemagne. A Paris régnerait le mot d'ordre « les grands groupes français sont bons pour l'Europe, alors que les grands groupes européens sont mauvais pour la France », écrivait récemment le quotidien influent qu'est la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* qui raille la volonté présumée de Paris d'« inscrire non seulement l'industrie française, mais également tous les groupes français sur la liste du Patrimoine de l'Humanité ». Dès lors existerait le danger que l'Union Européenne, dans une « réaction en chaîne hystérique », renonce aux idéaux de libre-échange, et retourne dans le « Moyen-Âge économique », prétend la FAZ. Que le quotidien proche des milieux d'affaire développe un ton aussi ironique ne doit pas nous arrêter outre mesure sinon pour attirer l'attention sur ce que cela révèle.

.../...

Sommaire

- 3| **L'Allemagne dans la mondialisation**
- 6| **Tribune-l'invité du mois: HENRI DE GROSSOUVRE**
- 7| **Vu d'Allemagne**

LA FONDATION RES PUBLICA | SERVICES & CONSEILS

Fondation reconnue d'utilité publique

- “ **Votre secteur d'activités** vous amène à travailler, ponctuellement ou régulièrement, avec l'Allemagne ;
- “ **vous êtes à la recherche d'informations** détaillées sur l'économie allemande ;
- “ **vous avez besoin d'une expertise-conseil** ;
- “ **ou vous voulez faire une première immersion** dans la réalité allemande.

Nous sommes à votre disposition

› *stages de formation* › *études approfondies* › *rencontres avec les meilleurs experts allemands dans votre domaine...*

LE PATRIOTISME ÉCONOMIQUE EST UNE
CHOSE SI NATURELLE EN ALLEMAGNE QU'ON
N'EN PARLE JAMAIS PUBLIQUEMENT

Peut-être le gouvernement et le patronat allemand craignent-ils de voir les possibilités d'investissement en France réduites par une nouvelle pratique économique. Or, durant les deux premiers mois de l'année, les entreprises d'outre-Rhin ont annoncé des acquisitions d'une valeur globale de plus de 84 milliards d'euros. L'économie allemande semble en avoir fini avec les « années de convalescence », durant lesquelles les coûts ont été baissés, les bilans assainis, et les structures nettement amaigries. Ayant retrouvé leurs marques, les dirigeants économiques allemands s'affichent dorénavant en acteurs et décideurs. L'Allemagne et la France sont, l'un pour l'autre, les plus importants partenaires commerciaux. En 2004, l'Allemagne acheminait vers la France 10.9 pour cent de ses exportations, alors que la France écoulait 15.4 pour cent de ses exportations en Allemagne. L'industrie allemande avait déjà en 2003, investi nettement plus dans l'économie française qu'un an auparavant, les montants des investissements directs allemands en France dépassaient, le 31 décembre 2003, 56 milliards d'euros.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, le « patriotisme économique » dont on parle à Paris n'est pas tourné contre les partenaires de l'Union Européenne. Autant que l'on sache, le président Chirac n'a pas l'intention de s'opposer au rapprochement entre Euronext et la Bourse de Francfort. On n'a pas entendu dire non plus que l'on redoute, en France, les projets du groupe Axel Springer pour y créer un grand quotidien populaire sur le modèle de la Bild Zeitung. Ce qui inquiète Paris, ce sont les asymétries qui caractérisent l'actuelle mondialisation. Et le « patriotisme économique » français est inséparable d'une réflexion sur des intérêts européens spécifiques dans la mondialisation. A gauche, on sent poindre, en vue de la prochaine élection présidentielle, le thème d'un retour à la « préférence commerciale européenne ».

Or, au même moment, on remarque un changement partiel d'état d'esprit dans le patronat allemand. Alors qu'il y a un an encore, l'Allemagne se voyait assurer d'équiper la Chine en machines-outils, d'y garder une part prépondérante dans le développement du marché automobile, d'y placer sa technologie de pointe, les déconvenues se sont succédées récemment. L'effondrement des ventes de Volkswagen est spectaculaire. Certains fabricants allemands de machines-outils ne doutent plus que la Chine puisse représenter un sérieux concurrent à l'échelle mondiale d'ici quelques années, au moins

dans des secteurs particuliers comme l'équipement du textile ou le travail du bois. Surtout, les entreprises allemandes sont de plus en plus exposés à de la contrefaçon et du plagiat industriel, le train magnétique « Transrapid » n'étant que l'exemple le plus spectaculaire.

Que font les entreprises allemandes face à cela ? Comment réagit le patronat allemand ? La RFA renforce son « patriotisme économique ». Le ministre des Affaires étrangères du nouveau gouvernement Merkel effectue une tournée discrète en Asie pour réaffirmer les intérêts économiques allemands dans la région. Et surtout, les très nombreux réseaux de défense des intérêts économiques allemands se mobilisent. Qui sait que pratiquement chaque région du monde est l'objet, dans la nébuleuse patronale allemande, d'un *think tank* spécifique, où siègent des représentants des entreprises, des hommes politiques, des experts de la région considérée et où sont élaborées des stratégies de conquête des marchés ? Les bonnes performances allemandes à l'exportation, les investissements allemands à l'étranger ne sont pas pensables sans les centaines d'études que publient chaque année ces think tanks, aussi efficaces que discrets. Pas question, en RFA, de faire des déclarations tonitruantes de « patriotisme économique ». En revanche, le pratiquer, c'est aussi naturel que pour Monsieur Jourdain de faire de la prose. On pourra donc sans peine répondre à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* ou à d'autres représentants des milieux dirigeants allemands qu'il est quelque peu cocasse, de la part d'un pays comme l'Allemagne de critiquer le patriotisme économique chez les autres quand elle le pratique avec une telle intensité chez elle. La force de l'Europe vient du dynamisme de chacun de ses membres en particulier. Le patriotisme économique est indispensable pour que l'Europe se porte mieux. En revanche, il ne suffit pas. Comme le fait remarquer Xavier Timbeau, directeur du département Analyse et Prévision à l'OFCE, les gains de compétitivité des entreprises allemandes sous les deux mandats de Gerhard Schröder se sont principalement effectués aux dépens des partenaires européens. L'Allemagne reprend des parts de marché qu'elle avait perdues, en Europe ou dans le monde, au détriment de ses principaux partenaires de l'UE. Xavier Timbeau le déplore. Pour ma part je n'y vois que l'expression naturelle d'une concurrence interne au capitalisme qu'il est difficile de vouloir arrêter sans arrêter en même temps le progrès technique et la croissance. En revanche, le retour allemand à la compétitivité et l'incitation qu'il représente pour les partenaires de l'Allemagne à rester eux-mêmes compétitifs seraient à terme totalement inutile si elle ne s'accompagnait pas d'une concertation européenne pour imposer aux Etats-Unis et

à l'Asie une réduction des asymétries qui caractérisent la mondialisation : L'asymétrie monétaire d'un euro surévalué par rapport au dollar ou au yuan. L'asymétrie créée dans le commerce mondial par le « dumping social » des pays à bas salaire – réalité à laquelle même la compétitivité allemande retrouvée ne peut faire face.

A côté du patriotisme économique français ou allemand – le second étant au moins aussi vigoureux que le premier, même si moins visible – il faut réfléchir à une stratégie européenne pour infléchir toutes les forces positives de la mondialisation en faveur de notre continent.

Édouard Husson

L'Allemagne dans la mondialisation

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
POUR L'ALLEMAGNE EN ASIE

Alors que le voyage du président Jacques Chirac en Inde attirait l'attention des médias, fin février, le ministre allemand des Affaires étrangères, Monsieur Steinmeier, a effectué au même moment, dans la discrétion la plus totale, un voyage en Corée du Sud, au Japon puis en Chine pour une durée totale de cinq jours, accompagné par une délégation d'entrepreneurs. L'objectif du voyage était d'améliorer les positions économiques de l'Allemagne sur le continent asiatique, même si le ministre a aussi évoqué à Pékin et à Tokyo la question d'un siège allemand permanent au Conseil de Sécurité.

Maintenir les chiffres du commerce extérieur

Le commerce extérieur allemand avec la Corée du Sud a augmenté de 5 % dans les neuf premiers mois de l'année 2005 par rapport à l'année précédente et les volumes échangés pourraient avoir atteint fin 2005, d'après les premières estimations le seuil symbolique de 20 milliards d'euros par an. Avec le Japon, il s'agit plutôt de soutenir le volume des échanges (les exportations allemandes vers le Japon ont augmenté de 484 millions d'euros en 2005 et les importations ont baissé de 277 millions) et une campagne publicitaire « L'Allemagne au Japon » devrait commencer à montrer ses premiers effets dans le courant de l'année 2006, selon les entrepreneurs interrogés. Elle devrait en particulier convaincre les jeunes Japonais de préférer l'Allemagne à l'Italie ou à la France comme destination professionnelle en Europe.

Le casse-tête chinois des entrepreneurs allemands

Les entreprises allemandes attendaient cependant beaucoup plus du voyage de Steinmeier en Chine. C'est en effet avec des sentiments de plus en plus mitigés qu'elles envisagent les relations commerciales avec la Chine, contrairement à l'optimisme qui régnait encore il y a un ou deux ans. Les importations de Chine augmentent, les exportations allemandes vers la Chine sont en légère régression. Les constructeurs automobiles allemands commencent à redouter de se voir concurrencer sur le marché chinois par des modèles chinois. Pendant des années, Volkswagen s'était assuré la première place sur le marché chinois (50 % du marché), devant General Motors (environ 10 %). Or si, l'année dernière, General Motors a légèrement augmenté ses parts de marché (11,3 %), Volkswagen connaît un déclin vertigineux, puisque ses ventes ne représentent plus que 15,7 % du marché chinois. La concurrence est japonaise (toutes marques confondues, 27,5 % des ventes) mais aussi... chinoise : la qualité des véhicules chinoises s'améliore – GM a fait un procès pour contrefaçon à Chery – et les prix défient toute concurrence. On pourrait prendre aussi l'exemple du train régional « Transrapid », produit de Siemens et de Thyssenkrupp, qui avait été acheté pour Shanghai mais qui est en train de se faire voler la vedette par un modèle chinois équivalent dans d'autres villes chinoises – qui en reste pour l'instant à l'état de prototype, il est vrai. Il n'est question, pour l'instant de confier à Siemens et ThyssenKrupp qu'une prolongation du Transrapid shanghaïen. Monsieur Steinmeier a fait savoir, durant son voyage, le mécontentement de son pays concernant un éventuel « vol de techno-

logie » chinois au profit du « Zhui Feng », équivalent chinois du Transrapid, actuellement développé par la Chengdu Aircraft Industry Cooperation et qui pourrait équiper plusieurs milliers de kilomètres de nouvelles lignes.

De plus en plus de représentants du patronat allemand se plaignent de voir leurs entreprises exposées à un « plagiat » grandissant, résultant de la pure et simple contrefaçon (Adidas) ou des transferts de technologies imposés lors des signatures de joint ventures. Les Chinois n'acceptent en effet aucun investisseur étranger, si ce dernier n'est pas prêt à leur ouvrir les portes de sa technologie et à mener à bien les projets assisté d'un partenaire chinois. Selon un sondage réalisé auprès de chefs d'entreprise allemands, 66 % des personnes interrogées voient dans la Chine le principal concurrent de l'économie allemande pour les années qui viennent. Les fabricants de machine-outils, secteur d'excellence allemand, se disent de plus en plus préoccupés. Selon Dieter Brucklacher, président du Verband Deutscher Maschinen und Anlagenbau (Association des constructeurs allemands de machines et biens d'équipement), les machines de fabrication chinoise seront rapidement concurrentielles sur les marchés européens et nord-américain, en particulier dans le secteur du textile et du travail du bois. Pour la seule République Fédérale, les importations de machines en provenance de Chine ont augmenté de 7,5 % en 2005. Les exportations de machines-outils allemandes vers la Chine ont reculé au cours de la même année de 1 %. Rien de dramatique, à première vue, sauf que la Chine était devenue, ces dernières années, le troisième client de l'Allemagne dans le secteur, après les États-Unis et la France. La part des exportations allemandes dans le secteur représente 20 % du total mondial.

Tout cela conduit de nombreux éditorialistes de journaux à se demander pourquoi bon nombre d'investisseurs allemands décident pourtant de s'installer en Chine. Depuis 2002, la Chine est le plus important marché d'exportation non européen de l'Allemagne après le Japon. Les neuf derniers mois, il a été exporté pour un montant de 22,5 milliards de dollars en Chine. De plus, la taille du marché qui compte plus d'1,3 milliards de consommateurs potentiels, son rôle central dans l'économie asiatique, la hausse constante et régulière de sa croissance économique font de la Chine « un mélange magique » aux yeux des investisseurs allemands. Siemens y est engagé avec quarante-cinq entreprises, y emploie 31 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 3,9 milliards d'euros en 2005. BASF s'est allié au combinat

chinois de chimie Sinopec pour créer une filiale commune, investissant 2,9 milliards de dollars. Or le président du directoire de BASF reconnaît lui-même avoir constaté que les représentants de Sinopec profitent de cette coopération pour « espionner » les techniques et méthodes de travail du groupe allemand. Le voyage de Monsieur Steinmeier ne semble pas avoir conduit, pour autant, à changer fondamentalement les règles du jeu au profit des investisseurs allemands.

Trouver d'autres partenaires en Asie

C'est pourquoi l'Allemagne cherche à multiplier les partenariats partout sur le continent asiatique. Prenant la suite de Jacques Chirac, Angela Merkel rencontrera en avril le président indien. Berlin, en 2000, avait déjà annoncé un « agenda pour le partenariat germano-indien au XXI^e Siècle ». Les relations économiques germano-indiennes sont en plein essor : l'année dernière le volume des échanges commerciaux germano-indiens a augmenté d'environ 20 % pour atteindre 7,6 milliards d'euros ; le but, qui est d'atteindre un volume de 10 milliards d'euros en 2010, semble réaliste. Confrontés au désir d'implantation américain ou français sur le sous-continent indien, le nouveau gouvernement allemand a choisi d'envoyer Bernd Mützelburg comme nouvel ambassadeur à New Delhi, un homme qui connaît bien les rouages de la « diplomatie économique » puisqu'il a dirigé jusqu'à maintenant le secrétariat chargé de la politique étrangère au sein de la chancellerie – à l'époque déjà sous les ordres directs de Frank Walter Steinmeier. L'Allemagne est prête à occuper tous les secteurs. Comme l'Inde poursuit une « politique de la diversification en matière d'armement », elle est devenue le deuxième importateur d'armes allemandes en dehors de l'Amérique du Nord et de l'Europe et en 2004 le pays recevait de l'équipement militaire valant 103 millions d'Euro.

La Malaisie est également considérée par les milieux économiques allemands comme un « nouveau centre régional en Asie du Sud-est ». Le pays est le partenaire le plus important de l'Allemagne en Asie du Sud-est après Singapour. Le commerce bilatéral atteint 7 milliards d'euros, soit à peu près le commerce germano-indien. Alors que les échanges commerciaux avec l'ensemble de ASEAN ont chuté de 2 % ces dernières années, l'Allemagne a su stabiliser ses relations commerciales avec la Malaisie. D'après une étude de la Deutsche Bank, la Malaisie devrait devenir d'ici 2020 la deuxième croissance la plus forte dans le monde.

Stabiliser les zones de crise

Si l'on revient vers l'Asie centrale, on remarque là aussi de très nombreux efforts consentis par le gouvernement et par les entreprises allemandes pour s'assurer une implantation. Il n'est pas seulement anecdotique que l'Allemagne ait dépensé 58 millions d'euros depuis 2002 et s'appête à en dépenser 12 millions supplémentaires cette année pour former et équiper la police afghane. 63 000 des 150 000 agents de la police afghane ont été formés grâce à ces investissements allemands. Fin février, le ministre de l'intérieur allemand est venu inaugurer à Doha la deuxième conférence internationale sur la formation de la police en Afghanistan. Début mars s'est tenue aussi, à Berlin, une réunion sur la stabilisation démocratique dans le monde, co-organisée par la *Heinrich-Böll-Stiftung*, proche du parti Vert, et par la *Stiftung für Wissenschaft und Politik*, l'un des grands *think tanks* régulièrement consultés par le gouvernement ; l'Afghanistan y a été longuement évoqué. Berlin souhaiterait contribuer de façon décisive à la stabilisation d'une partie de l'Asie où elle envisage aussi des investissements à long terme, en particulier au Kazakhstan, dont les ressources énergétiques sont vues comme essentielles dans la cadre d'une sécurisation à long terme des approvisionnements énergétiques de l'Allemagne. Le pays pourrait entrer dans la décennie qui vient parmi les dix premiers producteurs de pétrole mondial. Il posséderait jusqu'à 25 % du stock d'uranium mondial – l'intérêt allemand pour le pays implique-t-il une remise en cause sur le long terme de la « sortie du nucléaire » décidée sous le gouvernement Schröder ? Afin de gagner de l'influence au Kazakhstan, des mesures de soutien ont été prises pour la minorité parlant l'allemand dans le pays. Depuis l'an dernier, l'organisation allemande pour le développement InWent offre des possibilités à de jeunes Kazakhs de faire un stage de trois mois dans une entreprise allemande, afin de les former « au management moderne ».

Sources : www.german-foreign-policy.com, 20.02, 26.02, 02.03, 08.03 et 09.03.2006 ; DPA, semaine du 20 au 26/02/2006 ; *Süddeutsche Zeitung*, 16 février 2006, *Die Welt* 23.02.06, *Der Tagesspiegel*, 26 février 2006, *Financial Times*, 28.02.2006

MALENTENDUS ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT POLONAIS

Durant la visite du président Kaczynski à Berlin, la difficulté à établir une coopération économique germano-polonaise de long terme s'est à nouveau fait jour. Varsovie continue de protester contre la coopération énergétique russo-allemande sur des bases exclusives, et se dresse contre l'édification d'un pipe-line en mer du nord. Les tentatives allemandes d'apaiser le gouvernement polonais par la promesse d'une dérivation de celui-ci vers la Pologne, passerait « à côté du cœur du problème », a répété Kaczynski. Varsovie désapprouve un tracé qui contourne la Pologne, et qui prive de ce fait le pays de montants importants de droits de passage, ainsi que d'un levier d'action politique en cas de crise. De plus, ce pipe-line accroît les possibilités de pression russes sur le secteur de l'énergie. Ajoutons, comme autre motif de divergence, l'ambition berlinoise de faire revoter, au cours de l'année prochaine, une sorte de « constitution européenne ». La Pologne, qui s'accommode très bien du statu quo de Nice, où la pondération des votes l'avantage, se trouve, sur cette question, sur une ligne commune avec Paris, et est également soutenue par Londres.

Berlin a tenté de vaincre les réserves polonaises persistantes par la proposition d'une coopération économique à l'Est, en Ukraine et en Biélorussie. L'Allemagne et la Pologne auraient, selon certains milieux berlinois, un intérêt commun : repousser aussi loin que possible l'influence russe dans la région. L'Ukraine et la Biélorussie sont non seulement des marchés potentiels, mais également des pays ayant des coûts de production faibles. Au cours de l'année 2003, les investissements directs à l'étranger de la Pologne à destination de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Russie, se sont élevés à plus de 100 millions de dollars ; au printemps 2004, plus de 800 entreprises polonaises étaient implantées en Ukraine. Berlin proposerait donc à Varsovie de l'aider à renforcer son influence et celle de l'économie polonaise dans la région. Le président polonais s'est cependant dit peu convaincu. La politique allemande consisterait à pratiquer un jeu de bascule économique entre la Russie et la Pologne en fonction de ses propres intérêts. Les perspectives d'investissements en Ukraine, nées avec la « révolution orange » se sont révélées partiellement illusoire. Ce n'est pas le résultat des élections en Biélorussie qui fera changer d'avis M. Kaczynski.

Source : www.german-foreign-policy.com, 10.03.2006

l'invité du mois

Henri de Grossouvre

LE FORUM CAROLUS
ET LES ATOUTS DU RHIN SUPÉRIEUR :

- ▶ Aéronautique et spatial
- ▶ Automobile/Soins et équipements médicaux
- ▶ Biotechnologies,
- ▶ Nanotechnologies, Cartographie de crise

Tant que l'espace du Rhin supérieur s'étendant entre Karlsruhe et Bâle, aux confins de la France, de l'Allemagne et de la Suisse, a été un carrefour aux frontières perméables, il a été économiquement et culturellement florissant. C'était le cas grosso modo du moyen âge au milieu du XIX^e siècle. Jusqu'à la révolution française, le Rhin, entre l'Alsace et le pays de Bade, était certes une frontière administrative mais pas une frontière linguistique, culturelle ou économique. Lors de sa visite en Alsace Louis-Philippe s'adresse encore en allemand aux strasbourgeois. Entre l'Allemagne et la France se trouvent des pays et des régions où les cultures et les langues des deux pays se sont toujours mêlées. Dans cet espace se situent les trois capitales de l'Union, Bruxelles, Luxembourg, et Strasbourg, trois capitales franco-phones mais historiquement germanophones. Le potentiel européen de Strasbourg, la seule capitale européenne de la France, reste encore largement sous exploité. Cette ville a vocation, pour peu que nous sachions le vouloir, à jouer économiquement et politiquement un rôle central au lendemain de l'échec du traité constitutionnel. Devant l'impossibilité de construire une Europe politique à vingt-cinq, une Avant-garde de pays, sur une base franco-allemande avec Strasbourg en son centre, est seule capable de relancer la construction politique européenne. Partant de ces constats, le Forum Carolus a pour mission, d'une part d'organiser des débats et de publier sur les grands enjeux européens, et d'autre part de valoriser le potentiel économique du Rhin supérieur par une mise en réseau franco germano suisse de quelques secteurs stratégiques. Ces deux axes sont complémentaires et surtout consubstantiels l'un à l'autre. L'axe de réflexion sur les questions stratégiques européen-

nes peut paradoxalement rapidement déboucher sur des créations d'emplois dans le tertiaire européen tandis que l'axe économique peut aussi avoir une force d'entraînement symbolique et politique en mettant en avant l'enjeu que représente pour l'Europe la maîtrise des technologies de souveraineté. Malgré l'étouffement économique et culturel progressif dû aux trois guerres franco-allemandes, le Rhin supérieur est aujourd'hui économiquement plus dynamique que la moyenne européenne. Le PIB/habitant y est de 27 696 euros (27 % supérieur à la moyenne de l'UE) le taux de chômage de 6,2 % (31 % inférieur au taux moyen de l'UE). Le tissu industriel y est solide et diversifié, les PME nombreuses, la R & D importante. La plupart des secteurs stratégiques du monde de demain y sont représentés, comme l'aéronautique et le spatial, les nanotechnologies, et les biotechnologies. Mais les frontières administratives et culturelles renforcées aux XIX^e et XX^e freinent bien souvent la mise en réseau de ces secteurs clés entre l'Alsace, la Suisse du Nord ouest, et le pays de Bade. En revanche, quand nous savons établir les réseaux transfrontaliers adéquats, le Rhin supérieur devient rapidement un centre d'excellence européen. Tel est le cas du réseau franco germano suisse de biotechnologie Bio-Valley, créé il y a dix ans et à partir duquel il a été possible lancer les bases du pôle de compétitivité à vocation mondiale « innovation thérapeutique ».

Dans cet esprit, le Forum Carolus a initié deux projets : l'aéronautique et le spatial, et les synergies entre le secteur automobile et le secteur des soins et équipements médicaux. L'Alsace, la Lorraine, et le Bade-Wurtemberg, disposent d'importants et nombreux acteurs du secteur aéronautique et spatial travaillant très peu en réseau et à mi-chemin entre les grands centres de Hambourg et de Toulouse. Ainsi de l'Université Internationale de l'Espace à Strasbourg, de l'Institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis, d'importants acteurs industriels tels Messier-Bugatti, Clemessy, ou le groupe Safran, mais aussi et surtout de nombreuses PME sous traitantes du secteur. En Allemagne, les acteurs du secteur sont surtout rassemblés dans la région du lac de Constance (Astrium, Zeppelin...). Le Forum Carolus a réalisé une base de données des entreprises

.../...

et des centres de recherche du secteur dans l'espace rhénan et anime un groupe de travail qui organise des événements pour mettre les différents acteurs identifiés en réseaux, pour, à terme, être capable de répondre ensemble à des appels d'offre. Le projet Automobile/Soins et équipements médicaux s'appuie sur le savoir faire automobile présent en Alsace Franche Comté et en Allemagne dans la région de Stuttgart afin de favoriser une stratégie commune et des transferts de technologies vers un secteur d'avenir. Il s'agit de combiner des transferts de technologies à court terme avec une stratégie commune ambitieuse sur le moyen terme. Ce projet est présidé par Hans Nussbaum, président du groupe éponyme fabricant notamment la tour transparente de présentation des voitures Smart, société basée à Kehl et qui a déjà expérimenté de tels transferts de technologies. Ces synergies entre secteurs très différents, cette alliance de la carpe et du lapin, sont plus conformes à la logique qui a présidé au développement des clusters qu'à la logique des pôles de compétitivité français, trop souvent repli sur soi d'un secteur en péril. Deux autres projets sont en

gestation au sein du Forum Carolus. Tout d'abord, autour des interactions nanotechnologies/matière vivante. En Allemagne, les compétences sur les nanotechnologies sont concentrées à Karlsruhe, à moins d'une heure de Strasbourg, tandis que pour la partie française les compétences ont tout d'abord été regroupées à Cronenbourg, avec notamment l'Institut de Science et d'Ingénierie Supramoléculaires initié par le prix Nobel de Chimie Jean-Marie Lehn, ainsi qu'à Nancy, et à Besançon. Enfin, nous avons les capacités, sur une base franco-allemande, de jeter les bases à Strasbourg d'un centre de compétence européen de cartographie de crise. Il y a en Europe deux compétences internationales reconnues dans ce domaine : le SERTIT à Strasbourg, dépendant de l'Université Louis Pasteur, et une unité du DLR à Munich. Cette méthode de mise en réseau dans l'espace rhénan sur des enjeux européens clés peut se décliner politiquement et économiquement dans biens d'autres domaines, telle est la tâche du Forum Carolus pour les années à venir.

Henri de Grossouvre
www.forum-carolus.org

Vu d'Allemagne

LE GOUVERNEMENT MERKEL VA METTRE L'ACCENT SUR L'INTERGOUVERNEMENTAL AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE

L'Allemagne de Madame Merkel et la Grande-Bretagne de Tony Blair viennent de réaffirmer leurs objectifs énergétiques communs. Madame Merkel a déclaré que « si l'Europe des 15 arrivait à réfléchir ensemble sur le problème de l'énergie durant une quinzaine d'années, la politique de l'énergie s'en sortirait grandie ». Le chancelier souhaite voir s'instituer à l'exemple de la Chine une « politique extérieure orientée sur les matières premières » alors que Blair définit la politique de l'énergie comme « un des thèmes déterminants de la politique mondiale ». Pour autant, Madame Merkel souhaite que la Commission européenne ne voie pas ses compétences élargies dans le domaine, comme elle l'a expliqué le 23 mars à Bruxelles : « La coopération intergouvernementale suffit pour assurer la sécurité des approvisionnements énergétiques ». Cette déclaration est à rapprocher des propos tenus Graham Watson, président du groupe libéral au Parlement européen, qui s'est plaint récemment de ce que les présidents des groupes chrétien-démocrate

(Gert Pöttering) et socialiste (Martin Schulz), Allemands tous les deux, étaient sans cesse soumis à la pression du gouvernement Merkel. Selon lui, ce n'était pas le cas avec le gouvernement précédent.

Source : der Tagesspiegel 18.02.2006, Financial Times, 28.02.2006, Frankfurter Allgemeine Zeitung, 23.03.2006

LA GRÈVE DANS LE SERVICE PUBLIC POURRAIT DURER JUSQU'À L'ÉTÉ

Pour la première fois depuis 14 ans, le service public allemand est en grève, et ce depuis huit semaines (début de la grève le 6 février). En Allemagne, le service public emploie au total 4,7 millions de personnes dont 1,7 millions de fonctionnaires. Le puissant syndicat des services Ver. di a annoncé que la grève « serait étendue à des domaines qui affecteront économiquement les employeurs ». Les employés s'opposent au passage de la semaine de 38,5 heures à 40 heures sans compensation salariale. La grève, qui touche onze Länder sur seize, a débuté dans le Bade Wurtemberg où 11 000 employés avaient cessé le travail en signe de protestation après la résiliation, par Ver. di, des accords stipulant un « service minimum » de ramassage des poubelles et des services de déblaiement des routes

enneigées. Le président du syndicat Ver. di, Frank Bsirske, vient d'amorcer un rapprochement avec le « Linkspartei » d'Oskar Lafontaine et le président d'IG Metall, Jürgen Peters. Il a déclaré toutefois « être prêt à discuter » tout en menaçant les employeurs s'ils décidaient d'engager des entreprises privées de ramassage des ordures. Toujours selon Bsirske, « il ne tient qu'aux employeurs de se bouger et de raccourcir la grève avec un compromis raisonnable ». Il a ajouté enfin que les Länder et les communes concernées peuvent « être sûrs que notre caisse nous permet de faire la grève de nombreuses semaines ». Le 8 mars, Ver. di a rejeté un « compromis » proposé par l'État et les communes du Bade Wurtemberg : il s'agissait d'alléger le temps de travail hebdomadaire à 39,7 heures alors que Ver. di en souhaitait 38,8. Si la grève semble s'être tassée à Hambourg où un accord a été trouvé sur la base modulable du temps de travail en fonction du salaire, de l'âge ou de la situation familiale, les autres Länder grévistes continuaient leur combat notamment à l'est où les salariés de Thuringe protestent contre l'augmentation du temps de travail de 40 heures initialement à 42 heures. En ce qui concerne les communes, le problème est un peu différent. Certaines seraient prêtes à s'affranchir de l'accord et passer de 38,5 à 40 heures hebdomadaires sans compensation salariale. Les Länder ont reproché aux syndicats de vouloir paralyser le pays pour 18 minutes de travail en plus par jour. Selon Ver. di, cela correspond toutefois à deux semaines supplémentaires de travail gratuit par an qui vont se traduire par la suppression d'environ 250 000 emplois. Le conflit porte aussi sur l'intention des États régionaux de réduire, voire de supprimer les primes de Noël ou les vacances. Pour le président du groupement tarifaire des Länder (TDL) et ministre des Finances de l'État de Basse Saxe Hartmut Möllring, l'argument d'une perte de 250 000 emplois est « complètement stupide ». Il a préconisé la mise en place d'une « clause d'ouverture » donnant à chaque Land la possibilité de décider comme il l'entend des primes et du temps de travail. Mais pour l'instant, les syndicats veulent d'autant moins céder que le mode allemand de protestation sociale

est d'une grande souplesse. Les grèves sont le plus souvent perlées. L'intensification des arrêts de travail accompagne les phases de tension des négociations. D'autre part, les négociations sont menées au niveau du Land. Il suffirait qu'un accord soit signé dans un Land pour qu'il serve de modèle ailleurs. A l'inverse, Ver. di annonce son intention de tenir jusqu'à l'été s'il le faut, pour obtenir gain de cause.

Sources : die Welt 02/03/06, 03/03/06, 08/03/06, FAZ 10/03/06, Tagespiegel, 30.3.2006. Spiegel 2006/9

LA BUNDESWEHR SANS MISSION ?

Une étude de l'institut de sciences sociales de la Bundeswehr montre que la majorité des Allemands ne se sent pas menacée militairement et qu'elle reste sceptique quant à l'engagement des forces allemandes à l'étranger. De plus, cette majorité de personnes interrogées ne considère pas que le meilleur moyen de régler les conflits est le recours à la force. Les Allemands sont préoccupés d'abord par la crise économique traversée par le pays, le manque d'indemnisation face au chômage, l'incertitude pour l'avenir des retraites. Les problèmes concernant la sécurité n'arrivent qu'en dixième position dans leurs préoccupations.

Cependant, le soutien manifesté pour une « politique extérieure » active se manifeste plus ou moins en fonction du revenu ou de la formation reçus par la personne sondée : l'individu « diplômé » est plus sensible à cette politique que celui qui perçoit un revenu modeste : (24 % revenus modestes, 26 % des personnes ayant été au collège, 44 % des hauts salaires, 53 % des titulaires d'un baccalauréat ou ayant suivi une formation universitaire). A la question de savoir si la guerre serait nécessaire dans certaines circonstances (obligation d'imposer la justice internationale), 62 % des Allemands répondent « non », 68 % pensent qu'il existe toujours des moyens pacifiques pour régler un conflit, et 81 % partagent l'opinion que le pouvoir économique a plus d'influence sur ce qui passe dans le monde que le pouvoir militaire.

Source : www.german-foreign-policy.com, 14.03.2006

ALlemagne inf

Une publication mensuelle de la *Fondation Res publica*
(*fondation reconnue d'utilité publique, décret du 30 décembre 2005*)

52 rue de Bourgogne, 75007 Paris, tél: 01 45 50 22 09

www.fondation-res-publica.org

en coopération avec *Redaktion Informationen zur Deutschen Außenpolitik* (www.german-foreign-policy.com)

Rédaction : Edouard Husson, Assisté de Fanny Chassain

Prix au numéro : 30 € — Abonnement : 3 mois – 90 € ; 6 mois – 150 € ; 1 an – 300 € ; 2 ans – 500 €